

Florange: deux mois pour agir

L'intersyndicale d'ArcelorMittal, reçue hier pour une heure d'entretien avec le président François Hollande et le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, à l'Élysée pour évoquer l'avenir de Florange, a salué l'engagement du gouvernement qui se donne deux mois pour étudier les perspectives du site et veut fédérer les autres pays européens. // **page 7**

Le 30 juillet, au plus tard

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a annoncé hier la mise en place d'une «mission d'expertise» sur «les perspectives industrielles» du site sidérurgique de Florange et va prendre contact avec son homologue luxembourgeois, Etienne Schneider.



(PHOTO: AFP)

«Nous demandons à ArcelorMittal», propriétaire du site lorrain, «de ne procéder à aucune décision qui remettrait en cause la viabilité du site, de manière à ce que le gouvernement puisse (...) désigner une mission d'expertise indépendante sur les perspectives industrielles du site de Florange», a annoncé M. Montebourg. Ce dernier doit «prendre

contact avec ses homologues belge, espagnol, allemand et luxembourgeois afin de conduire une action commune vis-à-vis d'ArcelorMittal».

La mission doit rendre son rapport «dernier délai, le 30 juillet». «Cette

mission s'attachera à analyser les perspectives du marché européen et mondial, elle examinera le projet en priorité Ulcos et toute autre forme de projet (...) et examinera avec précision les perspectives industrielles pour que ce

site soit un site viable, performant sur le long terme et soit maintenu», a également affirmé M. Montebourg.

Sur le cofinancement européen d'Ulcos, une réponse est attendue pour novembre. //